

Marché n°2025-MAPA-07

PRESTATIONS DE FORMATION DANS LE DOMAINE DE LA
CONNAISSANCE DES ACTEURS AGRICOLES A DESTINATION
DES AGENTS TERRITORIAUX DE L'OFFICE FRANÇAIS DE LA
BIODIVERSITÉ

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE
CONCLU SELON LA PROCEDURE ADAPTEE
(MAPA en raison de l'objet)

Selon les dispositions législatives et réglementaires du code la commande publique
entré en vigueur le 1er avril 2019

(Articles R.2123-1-3°, R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 et R. 2162-14)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(CCAP)

Table des matières

ARTICLE 1	OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2	FORME DU MARCHÉ ET ETENDUE DE LA CONSULTATION.....	4
2.1	FORME ET PROCEDURE	4
2.2	FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ	4
2.3	MONTANT DU MARCHÉ	4
2.4	DUREE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 3	PIECES CONTRACTUELLES	5
3.1	PIECES PARTICULIERES	5
3.2	PIECES GENERALES	5
ARTICLE 4	VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (P.S.E)	5
ARTICLE 5	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	6
5.1	DEMARRAGE DES PRESTATIONS	6
5.2	MODALITE D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE	6
ARTICLE 6	EXCLUSIVITE DU TITULAIRE	6
ARTICLE 7	FORME ET CONTENU DU PRIX	6
7.1	CONTENU DU PRIX	7
ARTICLE 8	EVOLUTION DES PRIX.....	7
8.1	MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX	7
8.2	MODALITES DE REVISION DES PRIX	7
8.3	CLAUSE DE SAUVEGARDE	8
ARTICLE 9	VERIFICATIONS ET ADMISSION	8
9.1	OPERATION DE VERIFICATION	8
9.1.1	NATURE DES OPERATIONS :.....	8
9.1.2	POINT DE DEPART DU DELAI POUR LES OPERATIONS DE VERIFICATION :.....	8
9.1.3	DELAIS DE VERIFICATION :.....	8
9.1.4	PRESENCE DU TITULAIRE :.....	8
9.1.5	DEROULEMENT DES OPERATIONS DE VERIFICATION :.....	8
9.2	ADMISSION	8
9.3	REFACTION ET REJET	8
ARTICLE 10	MODALITES DE PAIEMENT ET DE FACTURATION	9
10.1	MODALITES DE PAIEMENT	9
10.2	MODALITES DE FACTURATION	9
ARTICLE 11	PENALITES.....	10
11.1	PENALITES POUR RETARD	10
11.2	PLAFONNEMENT DES PENALITES	11
11.3	PENALITES POUR INDISPONIBILITE	11
ARTICLE 12	OBLIGATIONS DES PARTIES	11
12.1	OBLIGATIONS DU TITULAIRE DU MARCHÉ.....	11
12.1.1	OBLIGATION DE RESULTAT S'AGISSANT DES LIVRABLES ET DES DELAIS.....	11

12.1.2	OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL	11
12.1.3	LE REMPLACEMENT DES INTERVENANTS.....	11
12.2	OBLIGATION DE L'OFB.....	12
ARTICLE 13	SOUS-TRAITANCE	13
ARTICLE 14	RESILIATION DU MARCHE.....	13
14.1	RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL :	13
14.2	RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE :	14
14.3	EXECUTION DES PRESTATIONS PAR UN TIERS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE EN CAS DE RESILIATION POUR FAUTE :	14
14.4	MISE EN DEMEURE PREALABLE	14
ARTICLE 15	CONFIDENTIALITE	14
ARTICLE 16	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	15
16.1	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL – RGPD	15
16.2	DEFINITIONS	16
16.3	CADRE D'EXERCICE ET OBLIGATIONS DU SOUS-TRAITANT RGPD.....	16
16.4	REGISTRE RGPD.....	16
16.5	SOUS-TRAITANCE PAR LE SOUS-TRAITANT RGPD.....	17
16.6	OBLIGATIONS DU SOUS-TRAITANT RGPD	17
16.7	SORT DES DONNEES	18
ARTICLE 17	PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE – CESSION DE DROITS ET CONNAISSANCES ANTERIEURES	18
17.1	PROTECTION DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE – CESSION DE DROITS	18
17.2	CONNAISSANCES ANTERIEURES.....	20
ARTICLE 18	ASSURANCE.....	20
ARTICLE 19	ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES	21
ARTICLE 20	REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	21
20.1	REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRES DU TITULAIRE ENTREPRISE UNIQUE.....	21
20.2	REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRES D'UN MEMBRE DU GROUPEMENT NON MANDATAIRE	21
20.3	REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRES DU MANDATAIRE SOLIDAIRE	22
ARTICLE 21	LITIGES	22
ARTICLE 22	DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	23

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ

L'accord cadre a pour objet des prestations de formation des agents territoriaux de l'OFB à la connaissance des acteurs du monde agricole.

Les prestations attendues sont explicitées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

ARTICLE 2 FORME DU MARCHÉ ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

N° Lot	Forme	Montant maximum € HT	Durée (mois)	Modalité d'attribution
Lot unique	Accord cadre à bons de commande sur la base du BPU	400 000	48	Mono-attributaire

2.1 FORME ET PROCEDURE

La procédure de passation est la procédure adaptée conformément à l'article R.2123-1-3° du Code de la commande publique.

Le présent marché n'est pas alloti, conformément aux articles L.2113-10 et L.2113-11 du Code de la commande publique, compte tenu que l'objet du marché ne permet pas l'identification efficiente de prestations distinctes.

En effet, les différentes tâches s'articulent entre elles et sont interdépendantes.

2.2 FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ

Le marché est un accord-cadre à bons de commande. Il s'exécutera au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, selon les stipulations des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Les bons de commandes concerneront les prestations énumérées dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement du marché.

Les prestations s'exécutent au moyen de bons de commande qui seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Conformément aux stipulations de l'article R. 2162-14 du Code de la commande publique, l'émission de bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable, selon les modalités prévues par l'accord-cadre, objet de la présente consultation.

2.3 MONTANT DU MARCHÉ

Le présent marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de 400 000 € HT sur la durée totale du marché (48 mois).

2.4 DUREE DU MARCHE

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de quarante-huit (48) mois ferme à compter de sa date de notification.

Il n'est pas reconductible.

ARTICLE 3 PIECES CONTRACTUELLES

3.1 PIECES PARTICULIERES

Conformément à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe financière, le Bordereau des Prix Unitaires (BPU), dont seul l'exemplaire conservé par l'OFB fait foi ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) ;
- Le mémoire technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

3.2 PIECES GENERALES

- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG – FCS) approuvé par l'arrêté n°NOR : ECOM2106868A du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services. Ce document est téléchargeable sur le site du MINEFI : www.economie.gouv.fr
- Le Code de la commande publique

Est réputée non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses de l'acte d'engagement, du CCAP ou du CCAG-FCS.

ARTICLE 4 VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (P.S.E)

Les variantes et les prestations supplémentaires éventuelles (P.S.E) (*ex-options*) ne sont pas autorisées.

ARTICLE 5 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 DEMARRAGE DES PRESTATIONS

Les prestations démarreront après l'émission du premier bon de commande.

5.2 MODALITE D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Les prestations sont obtenues du titulaire par l'émission de bons de commande, lors de la survenance des besoins. Les bons de commande peuvent être émis sur toute la durée du marché.

Les bons de commande comportent :

- la référence du marché ;
- la désignation de la prestation détaillée ;
- les délais d'exécution
- les références du service supportant la dépense ;
- la signature de la personne habilitée.

Chaque bon de commande est adressé par courrier électronique ou par courrier postal. Dans ce dernier cas, le titulaire vérifie que toute demande arrivant par courrier est bien une première demande et non une confirmation de courrier électronique.

L'émission des bons de commande se fait jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont celles habilités par direction ou entité de l'OFB.

ARTICLE 6 EXCLUSIVITE DU TITULAIRE

Le titulaire du présent marché bénéficie d'une exclusivité pour les prestations relevant de son objet et définies dans le CCTP.

ARTICLE 7 FORME ET CONTENU DU PRIX

Les prix de l'accord-cadre sont unitaires.

Les prix sont fixés dans l'annexe financière de l'acte d'engagement : le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Les prix sont appliqués aux quantités réellement délivrées sans dégressivité, ni progressivité.

7.1 CONTENU DU PRIX

Les prix portés au BPU sont exclusifs de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre des prestations.

Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation, tous les frais afférents aux réunions, aux déplacements ainsi que toutes les dépenses nécessaires à la **préparation et à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, le prix de la cession des droits mentionnés à l'article 17** du présent CCAP.

Le prix est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

ARTICLE 8 EVOLUTION DES PRIX

8.1 MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX

Les **prix de l'accord-cadre** sont réputés établis sur la base des conditions économiques de l'indice correspondant à la date de remise des offres.

8.2 MODALITES DE REVISION DES PRIX

Les prix sont réputés **fermes** durant la première année d'exécution de l'accord-cadre.

Ensuite, ils sont révisés à la date anniversaire (*date de notification*) selon la formule suivante :

$$P = P_o \times I / I_o$$

P = Prix révisé

P_o : prix initial tel qu'il figure dans l'acte d'engagement

I : Valeur de l'indice 3 mois avant la date de révision

I_o : Valeur de l'indice à la date de remise des offres

L'indice applicable est l'Indice SYNTEC.

La révision des prix doit faire l'objet d'une demande de la part du titulaire, à l'attention du chef de projet métier. Cette demande doit parvenir à l'OFB 30 jours avant la date effective de révision des prix, sous réserve que l'indice applicable soit publié. A défaut d'envoi dans le délai, la demande est prise en compte à la prochaine échéance.

En cas de variation de la valeur de l'indice à la baisse, le titulaire ne peut refuser une demande de révision des prix de la part de l'OFB.

Pour la mise en œuvre de ces formules, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec, au maximum, quatre décimales et le coefficient applicable à P_o arrondi, le cas échéant, au millième supérieur.

A l'appui de sa demande, le titulaire fournit les éléments de calcul de la formule de révision ainsi que les nouveaux tarifs en résultants. Il est procédé de même pour chaque période de reconduction. **La demande est à envoyer par courriel au chef de projet désigné par l'OFB**
En effet il s'agit pour le chef de projet de valider la révision proposée et ce sous 30 jours calendaires

La révision dûment validée sera adressée au service commande publique qui la transmettra au service financier au titre des pièces du marché.

8.3 CLAUSE DE SAUVEGARDE

Si l'évolution annuelle est supérieure à 5%, l'OFB se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 9 VERIFICATIONS ET ADMISSION

9.1 OPERATION DE VERIFICATION

9.1.1 NATURE DES OPERATIONS :

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

9.1.2 POINT DE DEPART DU DELAI POUR LES OPERATIONS DE VERIFICATION :

Le point de départ du délai est la date de remise des livrables par le titulaire en version finale ou de livraison des prestations au pouvoir adjudicateur.

9.1.3 DELAJ DE VERIFICATION :

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de vingt (20) jours pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet.

9.1.4 PRESENCE DU TITULAIRE :

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur n'informe pas le titulaire du lot concerné des jours et des heures fixés pour les vérifications.

9.1.5 DEROULEMENT DES OPERATIONS DE VERIFICATION :

Conformément à l'article 28.3 du CCAG-FCS, dès lors qu'ils existent des parties distinctes à livrer, la livraison de chaque partie fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

9.2 ADMISSION

L'admission est prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur habilité à cet effet dans les conditions prévues à l'article 30.1 du CCAG-FCS.

Le cas échéant, ce délai de 20 jours passé, le silence du pouvoir adjudicateur vaudra admission, par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS.

9.3 REFACTION ET REJET

Les réfections et rejets s'effectuent conformément aux articles 30.3 et 30.4 du CCAG-FCS.

Toutefois, en cas de rejet, par dérogation à l'article 30.4.3 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai de vingt (20) jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées.

ARTICLE 10 MODALITÉS DE PAIEMENT ET DE FACTURATION

10.1 MODALITES DE PAIEMENT

Conformément à l'article R. 2192-10 du code de la commande publique, les sommes dues au(x) titulaire(s), sont payées dans un délai global de trente jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, après service fait.

Le mode de paiement choisi est le mandat administratif.

En cas de retard de paiement, les intérêts moratoires sont versés. Le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur (en vigueur au 1er jour du semestre) de la Banque centrale européenne (B.C.E) augmenté de huit points de pourcentage.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement doit s'ajouter systématiquement aux intérêts moratoires, dus au créancier.

10.2 MODALITES DE FACTURATION

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

Les factures transmises par voie électronique doivent se conformer aux obligations de l'article 96 F à 96 I bis inclus du Code Général des Impôts, annexe 3.

La facture comprend, outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- date d'émission de la facture ;
- numéro de la facture ;
- la référence du marché (n° 2025-MAPA07) ;
- l'objet du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation succincte de la prestation exécutée ;
- le montant HT à payer ;
- le taux ou le montant de la TVA applicable au jour de la facturation ;
- le montant TTC ;
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire ;

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue dans la réponse fournie par les candidats.

Consécutivement à une mise en place progressive de la facturation électronique, la dématérialisation des factures devient obligatoire pour toutes les entreprises y compris pour les Très Petites Entreprises (T.P.E)¹ à partir du 1^{er} janvier 2020.

Les factures doivent donc être envoyées sous forme dématérialisée via l'application Chorus Pro, accessible à l'adresse :

¹ Entreprise de moins de 10 salariés (< 10 salariés)

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les demandes de paiement / factures dématérialisées, adressées à l'Office Français de la Biodiversité (O.F.B), devront comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'O.F.B en tant que destinataire de la facture : **130 025 919 00015.** ;
- Le numéro du service gestionnaire qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture :
- Le numéro d'engagement. Il se présente selon le format suivant : format xxx/millésime/n° 7 caractères soit : EJ/001/2025/0000000.

Dans le cas où vous n'auriez pas ces informations, vous pourrez les demander au service prescripteur.

Pour des informations complémentaires, vous pouvez également consulter le site Communauté Chorus Pro (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>), dédié à la préparation à la facturation électronique.

ARTICLE 11 PENALITES

11.1 PENALITES POUR RETARD

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure et par décision expresse du pouvoir adjudicateur, le lendemain du jour où les délais contractuels d'exécution des prestations prévus au marché ou de remise des livrables sont expirés.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS :

$$P = V * R / 300$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, le titulaire s'expose aux pénalités forfaitaires suivantes :

Motif de la pénalité	Montant de la pénalité
Transmission du programme de formation par le prestataire au service formation pour validation moins de 6 semaines avant le début de la formation	100 € HT par constatation

Transmission des évaluations moins de 4 semaines calendaires après la fin du stage	100 € HT par constatation
--	---------------------------

11.2 PLAFONNEMENT DES PENALITES

Les pénalités visées ci-dessus sont cumulables et plafonnées à 20 % du montant total servant de base au calcul des pénalités.

11.3 PENALITES POUR INDISPONIBILITE

Des pénalités pour indisponibilité seront appliquées dans les conditions prévues à l'article 14.1 du CCAG – FCS, selon la formule dérogatoire suivante :

$$P = (V \cdot R) / 30$$

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur de l'abonnement mensuel versé au titre de la maintenance ;

R = le nombre de jours de retard.

ARTICLE 12 OBLIGATIONS DES PARTIES

12.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE DU MARCHE

12.1.1 OBLIGATION DE RESULTAT S'AGISSANT DES LIVRABLES ET DES DELAIS

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat dans l'exécution des prestations qui font l'objet du marché.

Cette obligation porte notamment sur les différentes prestations et les délais d'exécution des prestations définis dans le marché.

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations dans les conditions détaillées par le CCTP.

Dans le cas où il serait établi que le titulaire n'a pas correctement exécuté les prestations demandées, il prend à sa charge leur régularisation.

12.1.2 OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL

Le titulaire s'engage à informer l'OFB de manière régulière de l'exécution des prestations.

Le titulaire est le maître d'œuvre de l'ensemble des prestations à fournir. Il lui appartient, notamment, de conseiller l'OFB, pendant toute la durée d'exécution du marché, de les avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir et de manière générale d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

12.1.3 LE REMPLACEMENT DES INTERVENANTS

Le titulaire du marché présente dans un délai de dix (10) jours à compter de la notification du marché, le référent et l'équipe avec laquelle il exécutera les prestations du marché.

En cas de changement de l'interlocuteur référent ou de l'un des membres de l'équipe, un délai de recouvrement minimum quinze (15) jours ouvrés doit être prévu pour permettre le transfert de connaissances.

En cas de changement de l'un des membres de l'équipe, le titulaire en informe l'OFB par courrier simple ou courriel, au minimum quinze (15) jours ouvrés en avance et lui présente le profil du nouvel intervenant.

Le titulaire est tenu de proposer un intervenant disposant d'un niveau de connaissances et d'expériences au moins égal à celui remplacé.

En cas de changement de l'interlocuteur désigné, ce dernier avant de mettre fin à ses fonctions, est tenu de proposer un autre interlocuteur disposant d'un niveau de connaissances et d'expériences au moins égal au sien. L'OFB dispose d'un délai d'un (1) mois pour accepter le nouvel interlocuteur à compter de la date de réception du courrier. Passé ce délai, le silence du pouvoir adjudicateur vaut acceptation. En cas de récusation, le titulaire s'engage à proposer un nouveau profil à l'acceptation de l'OFB. Le changement d'interlocuteur ne pourra être opéré que lorsque le remplacement aura lieu.

Le remplacement d'intervenants ne modifie pas les dates prévues pour les formations commandées.

Le titulaire est responsable de la formation de son personnel sur l'ensemble des sujets relevant des prestations objet du marché.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'OFB se réserve le droit de demander le remplacement d'un ou plusieurs membres de l'équipe sans avoir à motiver sa demande. Le titulaire s'engage à proposer un profil dans un délai de dix (10) jours calendaires à compter de la réception de la demande.

12.2 OBLIGATION DE L'OFB

Dès la notification d'un marché, et pour permettre à l'équipe du titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les délais qui lui sont impartis, l'OFB s'engage à :

- mettre à la disposition du titulaire les informations et documents nécessaires à la réalisation de sa mission ;
- désigner un représentant chargé de suivre les prestations et de coordonner ses relations avec le titulaire. En cas de défaillance de l'interlocuteur, l'OFB s'engage à pourvoir à son remplacement dans les meilleurs délais. Le chef de projet est garant du bon déroulement des prestations.

Il assure les relations avec le prestataire. Son nom ainsi que ses coordonnées seront communiqués au prestataire au début de l'exécution du marché.

Plus généralement, l'OFB s'engage à maintenir, tout au long de l'exécution des prestations, une collaboration active et régulière avec le titulaire.

ARTICLE 13 SOUS-TRAITANCE

En cas de sous-traitance, le Titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée ainsi que des articles L.2193-1 et suivants et R.2193-1 et suivants du code de la commande publique.

Le Titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations qu'à condition d'avoir obtenu du Pouvoir Adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le Titulaire reste seul et personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du Marché. A ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du Titulaire.

Pour chaque sous-traitant présenté postérieurement à la notification du Marché, le Titulaire doit adresser au Pouvoir Adjudicateur, en envoi recommandé avec avis de réception postal ou contre récépissé, un dossier de demande comprenant :

- une déclaration mentionnant la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ; le nom, ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ; le montant prévisionnel maximum des sommes à verser directement au sous-traitant ; les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ; les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner.

Le Titulaire établit en outre qu'aucune cession ou nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant.

L'acceptation du sous-traitant présenté postérieurement à la notification du Marché et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par le Titulaire et le Pouvoir Adjudicateur (DC4).

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le Titulaire à la résiliation du Marché pour faute.

ARTICLE 14 RESILIATION DU MARCHÉ

14.1 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL :

Sous réserve des précisions figurant au présent CCAP, l'article 41 du CCAG-FCS s'applique.

En application de l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues, aux frais et risques de l'attributaire, en cas de résiliation pour faute de l'attributaire.

La résiliation unilatérale du marché pour motif d'intérêt général, prononcée par le pouvoir adjudicateur, ouvre droit à indemnité dans les conditions prévues par l'article 42 du CCAG-FCS.

14.2 RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE :

Outre les cas prévus à l'article 41 du CCAG-FCS, le marché peut être résilié pour faute du titulaire :

- Lorsque l'exécution des prestations ne s'effectue pas aux conditions prévues par les pièces constitutives du marché ou les documents validés de l'offre ;
- En cas d'inexécution établie, prouvée et rapportée.
- Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel.

14.3 EXECUTION DES PRESTATIONS PAR UN TIERS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE EN CAS DE RESILIATION POUR FAUTE :

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues, aux frais et risques du titulaire, en cas de résiliation pour faute du titulaire.

Le titulaire devra fournir toutes les informations nécessaires au tiers pour la bonne exécution de la prestation.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans les conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles prévues dans le CCTP, il peut y substituer des prestations équivalentes.

14.4 MISE EN DEMEURE PREALABLE

Lorsque la résiliation prévue à l'article 41 du CCAG-FCS est précédée d'une mise en demeure, le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours pour s'exécuter.

Ce délai court à compter de la réception de la mise en demeure.

L'absence d'exécution de la mise en demeure expose le titulaire au prononcé de la résiliation.

ARTICLE 15 CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à conserver confidentielles, en toutes circonstances et quelle qu'en soit la cause, les informations qui lui sont communiquées dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Afin d'assurer la protection des informations confidentielles, chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires.

Aucune information, concernant l'exécution du marché ne peut être communiquée à des tiers, notamment à des cabinets d'étude de marché et instituts de sondage.

Le titulaire et son personnel sont tenus de respecter les obligations de discrétion, de sécurité et de secret.

Le titulaire prend toutes les mesures propres à assurer la protection et la confidentialité des informations qu'il détient ou qu'il traite dans le respect des dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Ces informations peuvent donner lieu à l'exercice du droit individuel d'accès et de rectification auprès du titulaire.

Conformément à l'article 5.1.2 du CCAG-FCS, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le pouvoir adjudicateur à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées au titre de l'article 1242 du code civil.

ARTICLE 16 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le Titulaire, le Pouvoir Adjudicateur, ainsi que son représentant, qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, à l'objet du marché, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du Titulaire, du Pouvoir Adjudicateur, ainsi que de son représentant, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître la teneur. Une Partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le Titulaire doit informer ses Sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il les fait figurer au sous-traité.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des Parties au marché.

16.1 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL – RGPD

Chaque Partie au Marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le représentant du Pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'une Modification de Marché par les Parties.

Pour assurer cette protection, il incombe au représentant du Pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents du Marché.

Le Titulaire avise ses Sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci. Il les fait figurer au sous-traité et

à la demande de sous-traitance. Il s'engage à respecter et à faire respecter les termes de la note « Traitement des données à caractère personnel » établie par le maître d'ouvrage et jointe en annexe.

16.2 DEFINITIONS

Au sens des clauses du présent paragraphe, et en application de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après « RGPD »), seront considérés comme :

« Responsable de traitement RGPD » : la Maîtrise d'ouvrage.

« Sous-traitant RGPD » : le Titulaire.

16.3 CADRE D'EXERCICE ET OBLIGATIONS DU SOUS-TRAITANT RGPD

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Sous-traitant RGPD s'engage à effectuer pour le compte du Responsable de traitement RGPD les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après. Le Sous-traitant RGPD est autorisé à traiter pour le compte du Responsable de traitement RGPD les données à caractère personnel nécessaires à la réalisation du Marché.

Le Responsable de traitement RGPD s'engage auprès du Sous-traitant RGPD à :

- Lui fournir les données visées ci-avant.
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Sous-traitant RGPD.
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du Sous-traitant RGPD.
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Sous-traitant RGPD.

Si le Sous-traitant RGPD considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le Responsable de traitement RGPD au travers d'une mise à jour de la Registre RGPD.

16.4 REGISTRE RGPD

Le Sous-traitant RGPD exposera au Responsable de traitement RGPD sa politique en matière de protection des données personnelles, en identifiant les données collectées, en précisant le traitement dont elles font l'objet, en désignant son délégué à la protection des données, en précisant la durée de conservation des données, ainsi que les mesures de sécurité prévues par le Sous-traitant RGPD. En réponse à cette exigence, et au regard de son devoir général de conseil, le Sous-traitant RGPD établira un document – le Registre RGPD – reprenant tous ces aspects et les étendant aux aspects non visés ici mais relevant du RGPD, pièce contractuelle.

Le Registre RGPD fait en outre apparaître :

- Les catégories de traitements effectués pour le compte du Responsable de traitement RGPD.
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées.
- Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - o La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel.
 - o Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement.
 - o Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique.
 - o Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

16.5 SOUS-TRAITANCE PAR LE SOUS-TRAITANT RGPD

Le Sous-traitant RGPD aura les mêmes exigences envers ses sous-traitants ; il doit en outre s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles. Il aura au préalable obtenu du Responsable de traitement RGPD l'accord expresse à la mise en place de cette sous-traitance. La DC4 fera mention des conditions d'exercice de ce sous-traitant du Sous-traitant RGPD, notamment la désignation de la personne référente (DPO).

Le sous-traitant du Sous-traitant RGPD est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du Responsable de traitement RGPD.

16.6 OBLIGATIONS DU SOUS-TRAITANT RGPD

Le Sous-traitant RGPD s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour la ou les seules finalités qui font l'objet du Contrat.
- Traiter les données conformément aux instructions documentées du Responsable de traitement RGPD figurant dans la Registre RGPD.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat.
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat (dont le référent / DPO est désigné dans l'Offre contractuelle) :
 - o S'engage à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.
 - o Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

- Prendre en compte s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
- Fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement, au moment de la collecte des données, l'information relative aux traitements de données qu'il réalise.
- Aider, dans la mesure du possible, le Responsable de traitement RGPD à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, à la limitation du traitement, à la portabilité des données, à ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée.
- Notifier au Responsable de traitement RGPD par email toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au Responsable de traitement RGPD, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.
- Mettre à disposition du Responsable de traitement RGPD la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le Responsable de traitement RGPD ou un auditeur qu'il aura nommé.

16.7 SORT DES DONNEES

Au terme de la prestation, le Sous-traitant RGPD s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel à l'issue d'une durée de 10 ans après la réception de l'ouvrage, afin de garantir la conservation de la preuve dans le cadre d'une démarche en décennale.

ARTICLE 17 PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE – CESSION DE DROITS ET CONNAISSANCES ANTERIEURES

17.1 PROTECTION DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE – CESSION DE DROITS

L'ensemble des livrables créés par ou pour le compte du titulaire dans le cadre de l'exécution du marché sont cédés à titre partagé au pouvoir adjudicateur.

Les livrables et documents sont ceux visés au CCTP.

Au titre de cette cession, le titulaire du marché cède à l'OFB, à titre partagé, et pour toute la durée de protection des livrables par les droits de la propriété littéraire et artistique, pour le monde entier :

- son droit de reproduction sur les livrables, sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports actuels ou futurs y compris pour les supports non prévisibles ou inconnus à la date de signature du marché, en vue d'une exploitation notamment à titre commerciale ;

- son droit de représentation sur les livrables, qui comporte le droit de communication au public et de mise à disposition du public des livrables, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés y compris non prévisibles ou inconnus à la date de signature du marché, en vue d'une exploitation notamment à titre commercial ;
- son droit d'adaptation, d'arrangement, de correction, de traduction, d'incorporation sur les livrables du marché ;
- son droit d'usage sur les livrables du marché ;
- son droit de distribuer et de commercialiser les livrables du marché ;
- le dépôt de marques.

Les livrables du marché pourront être librement réutilisés par l'OFB à toutes fins nécessaires dans le cadre de sa mission de service public, y compris dans le cadre de la transmission à des tiers et/ou partenaires et l'incorporation dans le cadre de cahiers des charges de marchés publics ultérieurs par lui et/ou ses cessionnaires de droits ultérieurs.

Le transfert des droits sur lesdits livrables est opéré à compter de l'admission desdits livrable et du complet paiement de la prestation correspondante.

En conséquence, l'OFB se trouve, à compter de cette date, titulaire de tous les droits, actions et privilèges listés ci-dessus sur lesdits livrables, au même titre que l'attributaire.

A ce titre, l'OFB pourra en toute indépendance, exploiter les livrables, ainsi que toute adaptation ou modification qu'il réaliserait et notamment par voie de cession ou de concession, à des tiers cessionnaires et/ou partenaires et sans devoir de redevances au titulaire du marché.

En cas de cessation du contrat avant le terme du contrat pour quelle que cause que ce soit, l'OFB conserve la propriété intellectuelle des seuls livrables, qui au jour de la cessation du contrat ont été certifiés par l'ordonnateur et dont le paiement a été réalisé ou est en cours de réalisation.

Le titulaire du marché garantit, à compter de la cession du livrable, l'OFB contre son fait personnel et le fait des tiers. A ce titre, le titulaire du marché garantit :

- qu'il a respecté et respectera les droits de propriété intellectuelle des tiers, notamment les droits d'auteur, les droits sur les dessins et modèles, ainsi que les droits sur les brevets et sur les marques ;
- qu'il dispose de tous les droits de propriété intellectuelle permettant la présente cession, qu'il en est le seul titulaire et qu'à ce titre il peut librement consentir à la cession. Si les livrables cédés incorporent des éléments dont les droits de propriété intellectuelle appartiennent à des tiers tel que notamment des illustrations, des dessins, des photographies, le titulaire du marché devra soit faire l'acquisition auprès des dits tiers, nécessaires à couvrir le périmètre de la cession sus visée au bénéfice de l'OFB, soit

obtenir de ces tiers qu'ils cèdent les dits droits à l'OFB. A ce titre, il demeure notamment seul responsable à l'égard de ses salariés et des tiers intervenants pour son compte, et s'engage à faire le nécessaire pour qu'une telle cession soit faite dans le respect de leurs droits ;

- que les livrables ne sont pas une contrefaçon d'une œuvre préexistante, de quelque nature que ce soit.

Dans ces conditions, le titulaire du marché garantit l'OFB contre toute action en contrefaçon qui serait engagée à son encontre de la part de toute personne invoquant un droit de propriété intellectuelle pourtant sur un des livrables et plus généralement sur l'une de ses prestations, contre toute action en concurrence déloyale ou parasitisme, sans faute de la part de l'OFB et dont le fait générateur serait constitué par les livrables ou l'une des prestations du titulaire des marchés.

Le titulaire s'engage :

- à apporter à l'OFB toute l'assistance nécessaire à ses frais;
- à prendre en charge tous dommages-intérêts auxquels pourrait être condamné l'OFB par une décision de justice devenue définitive sur le fondement de la contrefaçon, de la concurrence déloyale ou du parasitisme du fait de l'exploitation des livrables. La garantie ne concerne pas les modifications ou adaptations apportées aux livrables par l'OFB, si la cause de l'allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation;
- à son choix, soit à modifier ou à remplacer les éléments objet du litige ou à rembourser les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

17.2 CONNAISSANCES ANTERIEURES

Se référer aux dispositions de l'article 36 du CCAG-FCS.

ARTICLE 18 ASSURANCE

Le titulaire s'engage à satisfaire à toutes les obligations applicables au présent marché.

Le titulaire est responsable en totalité des dommages et accidents - de quelque nature que ce soit - aux biens et aux personnes causés par la conduite des opérations ou les modalités de leur exécution.

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit avoir souscrit une assurance couvrant sa responsabilité pour l'ensemble des risques encourus au titre des prestations à réaliser et dont il pourrait être déclaré responsable. Les garanties souscrites devront être suffisantes eu égard à l'ampleur des prestations ; elles doivent être conformes aux lois et règlements en vigueur. Le titulaire fait son affaire des franchises éventuellement prévues dans les contrats d'assurances souscrits par lui.

ARTICLE 19 ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES

Le titulaire produit dans les dix jours qui précèdent la notification du présent marché et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution, les documents mentionnés à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les certificats fiscaux et sociaux légalement exigibles sont transmis avant notification du présent marché et renouvelés suivant les périodicités légales aux membres du groupement.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'UGAP à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation du marché ses torts sans qu'il puisse prétendre à une indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un (1) mois à compter de la notification de mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Des pénalités peuvent être appliquées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise.

ARTICLE 20 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au Pouvoir Adjudicateur par le Titulaire du Marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du Marché.

20.1 REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRES DU TITULAIRE ENTREPRISE UNIQUE

En cas de redressement judiciaire, le Marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Titulaire.

En cas de liquidation judiciaire, le Marché est résilié si, après mise en demeure du liquidateur, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

20.2 REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRES D'UN MEMBRE DU GROUPEMENT NON MANDATAIRE

En cas de redressement judiciaire, la résiliation partielle du Marché est prononcée pour le membre du groupement concerné si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du membre concerné.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation partielle du Marché est prononcée pour le membre du groupement concerné si, après mise en demeure du liquidateur, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du membre concerné.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le membre du groupement concerné, à aucune indemnité.

La résiliation n'a d'effet qu'à l'égard du cotraitant concerné, elle n'empporte pas résiliation de la totalité du Marché.

Le mandataire est tenu de se substituer au membre du groupement défaillant pour l'exécution des prestations qui lui ont été initialement attribuées dans le mois qui suit la prise d'effet de la résiliation.

20.3 REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRES DU MANDATAIRE SOLIDAIRE

En cas de redressement judiciaire, la résiliation du Marché est prononcée pour le mandataire si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du mandataire.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation partielle ou totale du Marché est prononcée pour le mandataire si, après mise en demeure du liquidateur, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du mandataire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le mandataire, à aucune indemnité.

Si les autres membres du groupement l'acceptent expressément, un des autres membres du groupement peut être substitué au mandataire dans l'exécution des prestations qui lui ont été initialement attribuées. **Un nouveau mandataire est alors désigné dans un délai d'un mois.** Le nouveau mandataire, une fois désigné, est substitué par avenant à l'ancien dans tous ses droits et obligations.

Faute de l'accord des autres membres du groupement, le Pouvoir Adjudicateur peut :

- soit résilier la totalité du Marché ;

soit proposer aux autres membres du groupement de poursuivre leurs prestations dans le cadre d'un groupement réduit à eux seuls, à l'exclusion des prestations initialement attribuées au mandataire. **Un nouveau mandataire est alors désigné dans un délai d'un mois**

ARTICLE 21 LITIGES

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Néanmoins, les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux marchés passés par les établissements publics de l'Etat (articles R. 2197-1 à R. 2197-12 et D. 2197-13 à D. 2197-22 du Code de la commande publique).

Ce dernier peut être saisi de tout différend ou litige survenu au cours de l'exécution d'un marché public. Il recherche les éléments de fait et de droit, en vue d'une solution amiable et équitable.

Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux Marchés Publics²

Direction des Affaires Juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau du conseil aux acheteurs
Bâtiment Condorcet
6 rue Louise WEISS
Télédoc 353
75703 PARIS Cedex 13
Téléphone : 01.44.97.03.20
Télécopieur : 01.44.97.06.46
Courriel : ccnra@finances.gouv.fr

Conformément aux articles R. 2197-23 et R. 2197-24 du Code de la commande publique, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, il est également possible de consulter le Médiateur des entreprises dont l'intervention est aussi gratuite : <http://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

En cas d'échec de la tentative amiable, les parties pourront recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tous recours ultérieur pour le même objet.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

A défaut, le tribunal administratif de Melun est seul compétent.

Tribunal Administratif de Melun
43, rue du Général de Gaulle
Case postale n° 8630
77008 Melun Cedex
Téléphone : 01 60 56 66 30
Télécopie : 01 60 56 66 10
Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr
Site internet : <http://melun.tribunal-administratif.fr/>

ARTICLE 22 DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Les dérogations sont les suivantes :

Article du CCAP	Article du CCAG-FCS
9.1.3	28.2
9.1.4	27.3

² La saisine du Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux marchés publics, ainsi que son instruction, est gratuite.

9.2	30.1
9.3	30.4.3
11.1	14.1